

# Le Liban patauge dans ses égouts



Beyrouth (AFP) - Dalal Saadé n'invite plus personne dans sa maison d'Antoura, au nord de Beyrouth, à cause des miasmes s'échappant des égouts qui s'écoulent sous ses fenêtres.

"J'ai honte de l'odeur et des insectes. Je ferme toutes mes fenêtres et je circule avec un mouchoir parfumé sur mon nez", témoigne cette sexagénaire.

Sa maison surplombe la Méditerranée où se rejoignent à ciel ouvert, trois kilomètres en contrebas, tous les rejets domestiques de la montagne.

Le Liban dispose de nombreuses stations d'épuration mais en l'absence de raccord au réseau d'égouts, plus de 90% des eaux usées sont rejetées dans la nature sans traitement. Face à cette catastrophe écologique et sanitaire, les bailleurs de fonds et la société civile réclament des lois plus sévères.

"C'est de la folie furieuse. Nous avons terminé des stations il y a cinq ou six ans et elles ne sont toujours pas en service. Peut-on continuer à financer des éléphants blancs?", peste Samuel Lefèvre, chargé de projet à l'Agence française de développement (AFD), qui a déjà investi 135 millions d'euros dans le secteur.

- Des stations fantômes -

Pourtant le Liban dispose d'un schéma directeur pour le traitement des eaux usées depuis 1982. Il préconise la construction de 54 stations d'épuration, dont une douzaine sur la côte.

En 2012, le Ministère de l'Énergie et de l'Eau s'est donné comme objectif de traiter 95% des eaux usées d'ici à 2020. "On sera proche de l'objectif", assure Youssef Karam, chef du département des Eaux et infrastructures au Conseil pour le développement et la reconstruction.

"Avec une douzaine de stations sur la côte, où vit la majorité de la population, les deux tiers des rejets pourraient être traités", explique-t-il. Mais, actuellement, seules quatre des huit stations construites fonctionnent.

Le principal obstacle à la mise en service des stations est d'abord l'achat ou l'expropriation des terrains pour y installer les infrastructures.

Le plus grand projet, qui doit traiter les eaux usées des 1,2 million d'habitants du Grand Beyrouth, est toujours au point mort faute d'accord foncier. Les fonds sont pourtant disponibles depuis 2006.

A la demande du Liban, la France a rédigé un Code de l'eau qui instaure le système du pollueur-payeur, une redevance obligatoire pour l'ensemble des foyers, un Conseil national et une police de l'eau. Mais ce texte, prêt depuis 2005, n'a jamais été adopté au Parlement.

"Nous ne financerons plus de projets tant que le Code de l'eau ne sera pas adopté", prévient Samuel Lefevre.

Ziad el Sayegh, patron du Civil Influence Hub (CIH), affirme qu'"il s'agit d'un problème politique" car "il n'y a pas une institution qui décide".

Le CIH est un groupe de pression qui a lancé l'initiative Blue Gold, un plan quinquennal chiffré à cinq milliards de dollars pour réformer le secteur de l'eau.

"Nous voulons instaurer un Conseil national de l'eau qui regroupera le secteur public, le secteur privé et la société civile", explique M. el Sayegh.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres car les institutions sont paralysées par une crise politique: le pays n'a plus de président et le Parlement est en fin de mandat.

- Risques sanitaires -

A Florida Beach, à trois kilomètres de Beyrouth, l'odeur des égouts se déversant dans la mer prend à la gorge. "Quand mon père a ouvert cette plage en 1947, des milliers de gens venaient y nager", soupire Fady Hani, 62 ans, devant ses transats vides.

Nadim Farajalla, de la faculté d'agriculture de l'Université Américaine de Beyrouth, souligne qu'"il existe de nombreuses maladies associées à la pollution de l'eau: maladies de peau, diarrhée, dysenterie, typhoïde, voire quelques cas d'hépatites et de choléras".

Quand les eaux usées s'infiltrant dans la terre, elles rejoignent les nappes phréatiques. "On peut tomber malade juste en se lavant les dents", précise l'expert.

A Antoura, le village de Dalal Saadé, il n'y aura pas de station d'épuration avant une quinzaine d'années, affirme son maire. "A condition qu'il y ait un vote du Parlement, un suivi et la stabilité politique".